

POUR RECEVOIR Les états financiers

Pour recevoir les états financiers semestriels complets au 30 juin 2003, découpez ce bon de commande et retournez-le par la poste à l'adresse suivante :

Capital régional et coopératif Desjardins
2, complexe Desjardins
Bureau 1717
C.P. 790, succursale Desjardins
Montréal (Québec) H5B 1B9

ou consultez notre site internet au
www.capitalregional.com dans la section
Référence/publications/rapports financiers



*Offrir à ses actionnaires
un rendement incitant
le réinvestissement.*



2, complexe Desjardins
Bureau 1717
C.P. 790, succursale Desjardins
Montréal (Québec) H5B 1B9
Téléphone : 1 888 522-3222
Télécopieur : (514) 281-5575

- Je désire recevoir, sans frais, une copie des états financiers semestriels complets au 30 juin 2003.
- Français Anglais

En lettres moulées S.V.P.

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Province : _____ Code postal : _____



Desjardins
Capital régional
et coopératif

2, complexe Desjardins
Bureau 1717
C.P. 790, succursale Desjardins
Montréal (Québec) H5B 1B9
Téléphone : 1 888 522-3222
Télécopieur : (514) 281-5575

www.capitalregional.com



MESSAGE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL et du président et directeur général



Un semestre sous le signe de la croissance

Malgré un contexte économique difficile, le premier semestre 2003 de Capital régional et coopératif Desjardins s'est déroulé sous le signe de la croissance. En effet, la Société a réalisé de nombreux investissements et dégagé de très bons résultats pour cette période de six mois terminée le 30 juin 2003.

Le premier semestre nous a donc permis de compléter l'émission 2002 et d'amorcer la collecte de fonds 2003. Ainsi, 129,1 M\$ ont été injectés dans Capital régional et coopératif Desjardins au cours de ce semestre, portant le nombre total d'actionnaires au 30 juin à 103 177, et le capital-actions à 337,5 M\$.

Toutefois, cette croissance ne pourra se maintenir au deuxième semestre en raison d'une nouvelle mesure fiscale adoptée par le gouvernement du Québec en juin dernier, qui réduit notamment la limite annuelle pour l'accroissement de notre capital-actions pour l'émission 2003 à 75 M\$ au lieu de 150 M\$. Cette mesure a donc accentué le phénomène de rareté déjà observé pour la vente de nos titres.

Hausse de la valeur de l'action

En date du 18 août dernier, la Société dévoilait ses résultats pour la période se terminant le 30 juin 2003. Ces derniers affichaient un bénéfice net de 5 M\$ et une augmentation de la valeur de l'action de 12 cents depuis le 31 décembre 2002, la portant à 10,24 \$. À peine 20 mois après le lancement de Capital régional et coopératif Desjardins, son titre aura donc enregistré une hausse de 24 cents par rapport au prix initial de souscription. À cet égard, nous tenons à souligner l'excellent travail de l'équipe de Desjardins Capital de risque¹ qui, grâce à une gestion prudente et avisée de nos placements, nous a non seulement permis de protéger le capital de nos actionnaires, mais également de leur offrir un rendement appréciable, malgré que nos investissements sous forme de capital de développement soient encore trop jeunes pour générer des retombées positives.

¹ Le 2 septembre 2003, Investissement Desjardins a changé sa raison sociale pour « Desjardins Capital de risque » afin de mieux refléter la spécificité de ses activités.



Une présence soutenue dans l'économie québécoise

Nous avons autorisé, au cours de ce premier semestre, près de 20 nouveaux investissements dans des entreprises des quatre coins de la province. Ainsi, au 30 juin 2003, notre portefeuille comptait 62 PME et coopératives issues de différentes régions et de divers secteurs d'activité, pour une juste valeur se chiffrant à 67,3 M\$.

D'ailleurs, notre gestionnaire, Desjardins Capital de risque, se classe aux premiers rangs des joueurs les plus actifs de l'industrie québécoise du capital de risque. Avec l'appui du réseau Desjardins, déjà solidement implanté partout sur le territoire du Québec, et celui des intervenants socio-économiques, Desjardins Capital de risque peut identifier rapidement les entreprises à fort potentiel de développement.

L'assemblée générale annuelle : un rendez-vous prisé par nos actionnaires

Plus de 2 500 personnes ont assisté à la deuxième assemblée générale annuelle de notre Société, qui s'est tenue à Montréal le 28 mars dernier. En plus d'y présenter nos résultats de 2002, cette assemblée a été l'occasion pour nos actionnaires de prendre connaissance des changements apportés à notre conseil d'administration. En effet, cinq nouveaux administrateurs ont été nommés dont deux ont été élus par les actionnaires présents ou représentés lors de l'assemblée générale annuelle. À cet égard, nous tenons à réitérer nos remerciements à MM. Pierre Brossard, Raynald Bisson et Olivier Lavoie, administrateurs sortants, pour leur grande contribution au conseil d'administration de Capital régional et coopératif Desjardins depuis ses débuts. Nous sommes fiers d'accueillir leurs remplaçants, MM. Serges Chamberland, Serge Cousineau et Pierre Gauvreau ainsi que Mme Carole Voyzelle, administratrice réélue et M. Jean Boisvert, administrateur élu lors de l'assemblée par voie de scrutin secret. Leur implication au sein du conseil d'administration est un appui précieux pour notre Société.



Investissements soutenus et présence régionale accrue au deuxième semestre

La mesure fiscale adoptée par le gouvernement du Québec en juin 2003 freinera la croissance de notre capitalisation au cours du deuxième semestre. Toutefois, tout continuera d'être mis de l'avant afin d'accroître notre rythme d'investissement et jouer pleinement notre rôle d'agent de développement économique. En effet, fort de l'ouverture prochaine de plusieurs nouveaux bureaux d'affaires dans les régions de l'Abitibi-Témiscamingue, du Centre-du-Québec, de Charlevoix-Côte-Nord, de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, de Lanaudière, de Laval-Laurentides, de la Mauricie, de la Montérégie et de l'Outaouais, notre

gestionnaire, Desjardins Capital de risque, sera de plus en plus près des entreprises et coopératives québécoises, avec bientôt un total de 16 places d'affaires à travers le Québec.

Bruno Riverin

Président du conseil d'administration

Luc Chabot

Président et directeur général

Depuis le 8 septembre dernier, l'émission d'actions 2003 est écoulee. Plusieurs investisseurs ne pourront bénéficier de notre produit lors de leur planification financière 2003. Nous vous invitons donc à rencontrer votre conseiller dans une caisse Desjardins, dès le 1^{er} mars 2004, lorsque la prochaine émission sera disponible.

ÉTATS FINANCIERS abrégés

Les résultats présentés sont extraits des états financiers semestriels vérifiés préparés par PricewaterhouseCoopers. Les états financiers semestriels complets de Capital régional et coopératif Desjardins comprenant les notes et le rapport du vérificateur ont été déposés à la Commission des valeurs mobilières du Québec. Ces états financiers

peuvent être obtenus sans frais en communiquant avec la Société ou par la transmission du coupon-réponse inclus au présent document. À l'exception des informations présentées par action ordinaire et le nombre d'actions, les renseignements fournis sont en milliers de dollars.

BILANS

Actif

Investissements non garantis à impact économique québécois
Investissements (se reporter au relevé)
Fonds engagés mais non déboursés (se reporter au relevé)

Autres placements
Comptes débiteurs
Espèces et quasi-espèces
Logiciels (moins l'amortissement cumulé de 648 \$; 420 \$ au 31 décembre 2002)
Impôts futurs

Passif

Subventions non remboursables reportées
Comptes créditeurs et charges à payer
Impôts sur les bénéfices

Actif net

Capitaux propres

Capital-actions
Bénéfices non répartis
Plus-value (moins-value) non réalisée

Nombre d'actions ordinaires en circulation

Actif net par action ordinaire

AU 30 JUIN 2003
\$

AU 31 DÉCEMBRE 2002
\$

	41 730	23 910
	25 576	9 819
	67 306	33 729
	271 963	179 104
	5 055	4 292
	2 586	1 101
	2 192	2 080
	267	998
	349 369	221 304
	2 354	5 015
	1 644	4 192
	502	1 358
	4 500	10 565
	344 869	210 739
	337 449	208 328
	8 504	2 902
	(1 084)	(491)
	344 869	210 739
	33 680 235	20 832 862
	10,24	10,12

RÉSULTATS

POUR LES PÉRIODES DE SIX MOIS TERMINÉES LES 30 JUIN
2003 \$ 2002 \$

Produits

Produits réalisés

Intérêts sur les autres placements
Gain à la cession d'autres placements
Intérêts sur les débentures
Perte à la cession d'investissements non garantis à impact économique québécois
Honoraires de négociation
Droits d'adhésion
Variation de la plus-value (moins-value) non réalisée

Charges

Frais d'exploitation
Services aux actionnaires
Taxe sur le capital
Amortissement des logiciels
Subventions non remboursables

Bénéfice avant impôts sur les bénéfices

Impôts sur les bénéfices

Bénéfice net de la période

Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires

Bénéfice net par action ordinaire

	5 817	977
	4 205	-
	447	17
	(736)	-
	424	104
	1 379	381
	(593)	-
	10 943	1 479
	4 912	1 689
	1 151	600
	466	93
	228	184
	(2 661)	(1 283)
	4 096	1 283
	6 847	196
	1 834	188
	5 013	8
	28 769 848	9 325 545
	0,17	0,00



Principales conventions comptables

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers selon les principes comptables généralement reconnus requiert l'utilisation de certaines estimations ayant une incidence sur les actifs et les passifs inscrits et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels en date du bilan, ainsi que sur les produits et les charges comptabilisés pour l'exercice présenté. Les principales estimations sont relatives à l'établissement de la juste valeur des investissements non garantis à impact économique québécois. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations. Les estimations sont revues de façon périodique et si des ajustements sont nécessaires, ils sont portés aux résultats lorsqu'ils sont déterminés.

Investissements non garantis à impact économique québécois

Actions non cotées et débentures et avances

Les participations en actions non cotées et les débentures et avances sont inscrites à leur juste valeur déterminée selon les techniques d'évaluation appropriées comprenant, principalement, la référence à une ou des transactions sans lien de dépendance ou à des offres d'achat, la capitalisation du bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements représentatif et la capitalisation ou l'actualisation des flux de trésorerie.

Les hypothèses significatives tenues en compte dans l'établissement de la juste valeur peuvent inclure le taux d'actualisation ou de capitalisation, le taux d'escompte, le taux de rendement et la pondération des résultats prévisionnels.

Fonds engagés mais non déboursés

Les fonds engagés mais non déboursés représentent les investissements qui ont déjà été convenus et pour lesquels des sommes ont été engagées par la Société mais non encore déboursées à la fin de la période.

Autres placements

Les autres placements consistent en des placements temporaires inscrits au moindre du coût et de la juste valeur, et en des obligations inscrites à leur coût non amorti, déduction faite de la provision pour pertes, s'il y a lieu. La juste valeur est calculée selon la valeur au marché, soit la valeur à la cote de fermeture à la date du bilan.

Espèces et quasi-espèces

Les espèces et quasi-espèces se composent des soldes bancaires. Conformément à la pratique du secteur, les placements à court terme dont l'échéance est égale ou inférieure à trois mois sont exclus des espèces et quasi-espèces et classés dans les autres placements.

Logiciels

Les logiciels sont inscrits au coût et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de trois à cinq ans.

Impôts sur les bénéfices

La Société utilise la méthode du passif fiscal pour la comptabilisation des impôts sur les bénéfices. Selon cette méthode, les impôts futurs sont calculés sur la différence entre les valeurs fiscales et comptables des différents actifs et passifs. Le taux d'imposition en vigueur lorsque ces différences se résorberont est utilisé pour calculer l'impôt futur à la date du bilan. Les actifs d'impôts sont constatés lorsqu'il est plus probable qu'improbable que l'actif sera réalisé.

Constatation des produits

Gains et pertes à la cession de placements

Les gains et les pertes à la cession d'investissements non garantis à impact économique québécois sont comptabilisés au moment de la vente et correspondent à l'écart entre le produit de la cession et le coût, sans égard à la plus-value (moins-value) non réalisée au cours d'exercices précédents, laquelle est renversée et prise en compte dans la variation de la plus-value (moins-value) non réalisée de la période en cours.

Les gains et les pertes à la cession d'autres placements sont comptabilisés au moment de la vente et correspondent à l'écart entre le produit de la cession et le coût.

Droits d'adhésion

Les droits d'adhésion sont comptabilisés lors de la première souscription d'un actionnaire et lors de la fermeture du compte par celui-ci.

Honoraires de négociation

Les honoraires de négociation sont comptabilisés lorsque leur encaissement est raisonnablement assuré.

Primes et escomptes

Les primes et escomptes sur les placements à échéance déterminée sont amortis selon la méthode du rendement effectif jusqu'à leur échéance.

Subventions non remboursables

Les subventions non remboursables reçues du ministère de l'Industrie et du Commerce du Québec et du Mouvement des caisses Desjardins sont portées aux résultats lorsque les dépenses afférentes sont engagées.

RELEVÉ DES INVESTISSEMENTS NON GARANTIS À IMPACT ÉCONOMIQUE QUÉBÉCOIS AU 30 JUIN 2003



(en milliers de dollars)	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Actions ordinaires \$	Actions privilégiées \$	Débitures et avances \$	Total \$
Bas-Saint-Laurent						
Aqua-Biokem BSL inc.	2002	I	-	200	40	240
Coopérative funéraire du Bas-Saint-Laurent	2002	C	-	-	158	158
Gestion Arnold Gauthier inc.	2002	I	-	80	320	400
Les Diamants du Saint-Laurent inc.	2002	I	292	-	-	292
TOTAL BAS-SAINT-LAURENT			292	280	518	1 090
Estrie						
9116-4509 Québec inc. (Plastiques Anchor Ltée)	2002	I	-	400	-	400
Bois BissBeau inc.	2002	I	-	240	240	480
Camoplast inc.	2002	I	2 698	-	-	2 698
Crea Biopharma inc.	2003	S	-	-	140	140
Fivetracks inc.	2002	I	-	120	320	440
IPS Thérapeutique inc.	2002	S	-	80	120	200
Les Plastiques TPI inc.	2002	I	-	-	400	400
Les Tissages Sherbrooke inc.	2003	I	320	-	-	320
Neptune Technologies & Bioressources inc.	2003	S	800	-	-	800
NeXCell BioSciences inc.	2003	S	-	-	85	85
Uniflex Technologies inc.	2003	I	200	-	200	400
TOTAL ESTRIE			4 018	840	1 505	6 363
Montréal						
Aégera Thérapeutiques inc.	2002	S	-	1 000	-	1 000
Audisoft Technologies inc.	2003	TC	-	200	-	200
Aurelium BioPharma inc.	2003	S	-	521	-	521
BioAxone Thérapeutique inc.	2002	S	-	1 000	-	1 000
Coencorp Consultant Corporation	2002	TI	-	112	-	112
Coopérative Forestière des Hautes-Laurentides	2002	C	-	-	848	848
Datacom Wireless Corporation inc.	2003	TC	-	960	-	960
Groupe Documens inc.	2002	TI	-	667	200	867
IndustryHub inc.	2002	TI	-	400	-	400
KM Technologies inc.	2002	TI	-	-	267	267
Lipso Systèmes inc.	2002	TC	-	300	-	300
Logiciels StormMaker inc.	2002	TI	-	533	-	533
LxSix Photonics inc. (anc. Viamode Photoniques inc.)	2002	TC	-	1 867	-	1 867
Meubles FLY America inc.	2003	I	-	6 400	-	6 400
Neks Technologies inc.	2002	I	248	533	-	781
Opendesk inc.	2002	TI	-	-	12	12
Original Solutions inc.	2003	I	-	800	-	800
Osprey Pharmaceuticals Limited	2003	S	-	321	-	321
Pensée et Mouvement Artificiels inc.	2002	TI	694	-	972	1 666
Phytobiotech inc.	2002	S	2 000	-	-	2 000
Polyplan Technologies inc.	2003	TI	-	2 000	-	2 000
Procyon Biopharma inc.	2003	S	1 600	-	-	1 600
Ryshco Média inc.	2002	TI	-	-	200	200
SDP Components inc.	2002	I	-	1 778	-	1 778
Silonex inc.	2002	TI	800	-	-	800
Technologies 20-20 inc.	2002	TI	-	-	1 000	1 000
Technique d'usinage Sinlab inc.	2002	I	-	511	-	511
Technologies Miranda inc.	2002	TC	-	833	-	833
TOTAL MONTRÉAL			5 342	20 736	3 499	29 577

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Actions ordinaires \$	Actions privilégiées \$	Débitures et avances \$	Total \$
Québec						
Biomax inc.	2003	I	200	-	40	240
Bioxalis Medica inc. (anc. Gelkem)	2003	S	-	720	-	720
CO2 Solution inc.	2002	I	-	-	80	80
DuponTrolley Industries inc.	2002	I	-	-	280	280
Les Fumets Sylvestre inc.	2003	I	-	-	80	80
Produits forestiers BOB	2003	I	320	-	-	320
Les Logiciels Dynagram inc.	2002	TI	-	364	-	364
Matiss inc.	2002	I	400	-	240	640
Portes Patio Résiver	2003	I	-	-	280	280
Usital Canada inc.	2002	I	-	240	-	240
Viridis Biotech inc.	2002	S	-	-	120	120
TOTAL QUÉBEC			920	1 324	1 120	3 364
Richelieu-Yamaska						
Cogiscan inc.	2002	TI	-	800	-	800
Rovibec inc.	2002	I	-	160	160	320
TOTAL RICHELIEU-YAMASKA			-	960	160	1 120
Saguenay-Lac-Saint-Jean						
Agricom inc.	2003	TI	-	-	20	20
9020-4983 Québec inc. (Institut d'échafaudage du Québec)	2002	I	236	-	80	316
Groupe Nova inc.	2002	I	320	-	200	520
Les Luzernes Belcan du Lac-St-Jean inc.	2002	C	160	-	120	280
Nature 3M inc.	2002	I	100	-	60	160
Noxxent inc. (Institut d'échafaudage du Québec)	2002	I	4	-	-	4
TOTAL SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN			820	-	480	1 300
TOTAL AU COÛT			11 392	24 140	7 282	42 814
Plus-value (moins-value) non réalisée						(1 084)
Fonds engagés mais non déboursés						41 730
JUSTE VALEUR						25 576
TOTAL AU COÛT						67 306

Légende des secteurs d'activité

- C : Coopératives
- I : Industriel
- S : Santé et biotechnologies
- TC : Télécommunications
- TI : Technologies de l'information

Les ententes d'investissements non garantis à impact économique québécois peuvent comporter des clauses prévoyant des options de conversion et de rachat.

Les débitures et avances portent intérêt au taux moyen pondéré de 14,1 % et ont une durée moyenne résiduelle de 3,76 années.